

Zeitschrift: Arbido

Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz

Band: - (2006)

Heft: 1: Memopolitik - vom Umgang mit dem Gedächtnis der Gesellschaften
= Mémopolitique - de l'usage de la mémoire des sociétés =
Memopolitica = dell'uso della memoria delle società

Artikel: Archives, littérature et mémoire : comment aborder la vie littéraire du passé en étudiant les traces qu'elle a laissées?

Autor: Maggetti, Daniel

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-769614>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Archives, littérature et mémoire

Comment aborder la vie littéraire du passé en étudiant les traces qu'elle a laissées?

Daniel Maggetti, Professeur à l'Université de Lausanne, Directeur du CRLR, Lausanne

Depuis une vingtaine d'années, dans le sillage d'une tendance à la «patrimonialisation» qui apparaît symptomatique dans une société soumise à des transformations de plus en plus rapides, la visibilité des archives littéraires n'a cessé de s'accroître.

De geste politique en valorisations diverses, les documents liés à l'activité de création des écrivains en sont venus à occuper une place institutionnelle que, en Suisse tout au moins, on ne leur reconnaissait pas auparavant. D'où une prise en compte progressive de leur spécificité; d'où, aussi, des réflexions de plus en plus poussées quant aux exigences propres à leur conservation, mais aussi à leur exploitation.

Les propos qui suivent s'inscrivent dans cet espace de commentaire. Ni exhaustifs, ni suffisamment distancés pour constituer le socle d'un discours théorique, ils n'ont pas d'autre ambition que celle d'apporter un éclairage de plus sur une question à laquelle je suis confronté au quotidien en tant que directeur du Centre de recherches des lettres romandes (CRLR) de l'Université de Lausanne, institut dont la vocation est centrée sur les archives littéraires, dans la double perspective de leur conservation et de leur utilisation éditoriale.

Deux voies d'exploitation

Le développement progressif des activités du CRLR illustre bien, me semble-t-il, l'émergence des archives littéraires au fil des quatre dernières décennies. Fondé en 1965 par Gilbert Guisan, professeur à la Faculté des lettres, l'institut avait pour mission originelle ce qu'on pourrait appeler un accompagnement de l'histoire littéraire: soucieux de faire

entrer la littérature suisse romande dans les programmes académiques lausannois, après avoir mesuré l'intérêt qu'elle suscitait à l'étranger.

Guisan a d'abord créé le Centre en tant que lieu de compétence où élaborer des instruments critiques adaptés à ses intentions. Outre la dimension, plus attendue, de la critique portant sur des œuvres et des auteurs du corpus romand, ce programme – continué, de 1980 à 2003, par Doris Jakubec – s'est réalisé à travers deux voies principales, l'une axée sur l'approfondissement de la connaissance des textes, l'autre sur l'exploration du contexte socio-historique – mais toujours à l'aide de documents d'archives.

Les archives sont à mes yeux inséparables d'une réflexion historique! Penser en termes de «grandes figures», mesurées à l'aune contemporaine, c'est à la fois courir le risque de se tromper, et amputer le phénomène littéraire, si on comprend celui-ci comme une partie organisée et organique au sein de l'espace social.

La première de ces voies relève du domaine de la génétique textuelle: en prenant en compte ébauches, plans, brouillons et variations d'écriture, il s'agit non seulement de mieux connaître les étapes de la genèse d'une œuvre, mais aussi de comprendre comment se forme, par des essais et des tatouinements, le style d'un auteur, sa «manière», dans ce qu'elle a de singulier et d'unique. A cet égard, les documents génétiques jouent, par rapport à l'œuvre publiée et achevée, le rôle qui est, en peinture, celui des dessins préparatoires et des esquisses de tableaux. Gilbert Guisan a étudié dans ce sens, en pionnier, l'écriture de Ramuz. Après que les manuscrits de ce dernier ont été répertoriés et

classés par le CRLR, entre 1997 et 1999, des projets d'édition ont commencé d'être réalisés, qui démontrent à quel point ces interrogations sont fécondes: ainsi les *Romans* de Ramuz ont-ils été publiés en 2005 dans la «Bibliothèque de la Pléiade» des Editions Gallimard, sous la direction de Doris Jakubec, en même temps que sortaient de presse aux Editions Slatkine les premiers volumes d'une série d'*Oeuvres complètes* qui en comportera une trentaine, et dont la responsabilité scientifique est assumée par Roger Francillon et moi-même.

Mais à côté de celle de Ramuz, d'autres œuvres d'écrivains suisses commencent à être prises en charge au CRLR par des équipes qui en donnent des éditions génétiques et critiques: un projet consacré aux écrits de Charles-Albert Cingria est en cours, un autre portant sur les poèmes de Pierre-Louis Matthey s'élabore.

La deuxième voie d'exploitation des matériaux d'archives, telle que Gilbert Guisan l'a également inaugurée, est celle de la valorisation documentaire, notamment à travers la mise à disposition de textes autobiographiques (journaux, témoignages) et de dossiers de correspondance. Utilisant notamment la revue *Etudes de lettres* comme support, Guisan a ainsi rendu plus proches des figures comme celles d'Edmond Gilliard, d'Edmond-Henri Crisinel, de Catherine Colomb et de bien d'autres; ouvrant en parallèle de plus vastes chantiers, il a réalisé des volumes qui ont fait date, où lettres et documents se font écho – on songe en particulier à la suite *Ramuz, ses amis et son temps*, mais aussi aux ensemble centrés sur la figure du peintre Félix Vallotton.

Prenant le relais, Doris Jakubec a publié à son tour d'importantes contributions, autour de Gustave Roud et de Guy de Pourtalès notamment; le mouvement se poursuit aujourd'hui à travers l'exploration des revues des années 1930, des

relations de Ramuz et de Roud avec Jean Paulhan, de l'amitié de Philippe Jaccottet et de Giuseppe Ungaretti, pour ne citer que trois projets en cours.

Pour des «archives de la vie littéraire»

Le CRLR n'est certes pas le seul lieu de Suisse où des travaux de ce type s'effectuent. Il est cependant celui qui possède, en matière d'auteurs francophones suisses, le plus d'expérience, grâce à son histoire. Son atout principal me paraît résider dans sa situation institutionnelle particulière: tout en étant devenu un lieu de conservation, suite à des dépôts et à des legs, le CRLR est en premier lieu un institut universitaire, rattaché à une filière d'enseignement supérieur de littérature française.

Ce lien avec la formation académique est à la fois une garantie de continuité en termes de mission scientifique, et un moyen de sensibilisation d'un public en constant renouvellement – celui des étudiants, qui sont à leur tour des relais vers d'autres publics et vers la formation littéraire dans les écoles secondaires.

D'autre part, cette configuration spécifique va de pair avec la généralisation d'un examen de ses propres pratiques, qu'il s'agit de savoir problématiser, si l'on veut rester crédible sur le plan scientifique, et qu'il faut pouvoir penser dans la diachronie et non dans l'immédiateté.

Dans cette optique, la formule même d'*archives littéraires* mérite d'être interrogée. Elle postule l'existence d'un sous-ensemble cohérent et délimité, dont la définition et les frontières se justifient par le renvoi, à travers l'adjectif *littéraire*, à la littérature comme référence incontestée et comme discipline constituant à son tour un ensemble objectivement cerné, bref, comme si la notion de *littérature* était elle-même le lieu d'un consensus. C'est bien évidemment loin d'être le cas. Mais alors, quelle définition faut-il adopter pour décider ce qui relève de la littérature, et ce qui n'en serait pas? Et cette définition, qui est habilité à la donner, et en vertu de quoi?

Le côté aléatoire de cette entreprise de classement est évident, dès lors que l'on songe aux fluctuations historiques, pour ne pas dire géo-historiques, des définitions. D'où le danger de l'appella-

tion «archives littéraires»: si on baptise ainsi ce qui peut être reconduit aux pratiques et aux définitions qui, à l'époque contemporaine, constituent la norme, ou le mètre de valeur, on se condamne à restreindre drastiquement son champ d'enquête, à privilégier, sous prétexte que c'est «de la littérature reconnue», les seules archives d'œuvres canoniques, celles qui sont légitimées dans une optique actuelle, forcément anhistorique.

Pour pleinement bénéficier des potentialités des archives en termes de mémoire, il faut donc plaider pour qu'elles soient envisagées en termes de conservation des traces permettant non seulement d'étudier des œuvres et des producteurs exceptionnels, mais aussi de retrouver un contexte et un état historique du champ littéraire et des questions qui lui sont liées.

C'est un choix devant lequel ne reculent pas certaines institutions de conservation, qui tablent ainsi sur la rentabilité symbolique immédiate, en termes de prestige et de visibilité sociale, d'une représentation de la littérature réduite à ses représentants les plus brillants (aux sens multiples du terme...). Mis à part le fait que la démarche pèche par une forme d'absence de pondération critique, elle présente l'inconvénient de limiter le champ d'enquête scientifique. Car cette conservation sélective garantit tout au plus – outre l'exploitation «spectaculaire» de documents, notamment dans des expositions – la possibilité de développer une approche génétique en la centrant sur les phénomènes singuliers que sont les œuvres «starifiées»; mais elle ne permet guère de mettre à jour les divers liens qui rattachent les œuvres (et les écrivains) à des réalités institutionnelles, éditoriales et sociales.

C'est pourquoi je préconise quant à moi un élargissement des pratiques de conservation et de prise en compte documentaire, couplé avec un changement d'appellation: à la formule «archives littéraires», je préfère celle d'*«archives de la vie littéraire»*, ces dernières comprenant tout ce qui a trait à, et ce qui informe sur, la pratique de la

littérature, à la fois comme naissance et constitution des œuvres, et comme échange et circulation de celles-ci et autour de celles-ci.

Cette manière de voir permet notamment de reconnaître le fait que telle œuvre – que nous pourrions considérer comme non littéraire, en fonction de critères qui ont changé – a eu un statut littéraire du temps où elle a paru; or, les archives sont à mes yeux inséparables d'une réflexion historique! Penser en termes de «grandes figures», mesurées à l'aune contemporaine, c'est à la fois courir le risque de se tromper, et amputer le phénomène littéraire, si on comprend celui-ci comme une partie organisée et organique au sein de l'espace social.

Pour pleinement bénéficier des potentialités des archives en termes de mémoire, il faut donc plaider pour qu'elles soient envisagées en termes de conservation des traces permettant non seulement d'étudier des œuvres et des producteurs exceptionnels, mais aussi de retrouver un contexte et un état historique du champ littéraire et des questions qui lui sont liées (institutions et prix littéraires, revues, situation de l'édition, modes de circulation des textes, relations critique-création, tensions entre le local et le national...). D'où cet horizon d'archives *de la vie littéraire*, obéissant à une conception extensive qui contient aussi les «archives littéraires» telles que décrites sommairement ci-dessus, mais qui les déborde.

Ces deux dénominations, et ces deux conceptions schématiquement opposées, débouchent en fait sur des visions et des gestions différentes des archives littéraires, et par là, elles en appellent à des postulats de politique culturelle qui ne sont de loin pas identiques. A une démarche de sélection et de choix de prestige, celle des archives *littéraires*, répond, dans le cas des archives *de la vie littéraire*, un idéal de conservation maximale, jamais exhaustive, on le sait bien, mais assez large pour garantir des interrogations multiples des matériaux conservés, et forcément ouverte à des opérations conduites en réseau, avec des institutions et des fonds d'archives complémentaires.

A un moment de l'histoire où le livre, l'imprimé et, plus largement, la littérature ne peuvent être abordés

comme allant de soi, cette perspective me paraît offrir la souplesse et la capacité de réaction nécessaires pour répondre aux défis auxquels sont confrontés aussi bien les conservateurs que les universitaires. De plus, elle est grosse de possibilités d'échanges et de

questionnements qui concernent non seulement les scientifiques, mais aussi les créateurs contemporains, car la littérature d'aujourd'hui, comme cela a été le cas de tout temps, se nourrit aussi de références, de confrontations, d'expériences révolues.

Les archives n'ont pas dit leur dernier mot – à condition que l'on s'y prenne de la bonne manière pour les faire parler.

contact:

Daniel.Maggetti@unil.ch

Memopolitik und Wirtschaft – ein Antagonismus?

Jürg Hagmann, Global Records Manager, Novartis, Basel

«Geschichte ist Müll.»
(Henry Ford)

«If you can't bill it, you can kill it.»
(Managementweisheit)

Das legendäre Diktum des berühmten Autoherstellers aus Detroit hat mich schon während des Geschichtsstudiums fürchterlich aufgeregt, bedeutet es doch eine krude Absage an jegliches historische Denken und eine Ohrfeige an alle, die noch an den Topos der «historia» als «magistra vitae» geglaubt hatten. Dabei folgt diese Parole nur einer einfachen ökonomischen Logik.

Es gilt, sich von allem Geschichtlichen zu reinigen, um die Reibungslosigkeit des Produktionsprozesses zu gewährleisten. Das Räderwerk eines funktionierenden Wirtschaftsmotors mit dem zugrundeliegenden profitorientierten kurzfristigen Managementdenken ist die reine Antithese zu jeglicher Art von Erinnerungskultur, könnte man guten Gewissens meinen.

Wenn es so wäre, könnten wir jetzt diesen Artikel abschliessen und zur Tagesordnung übergehen, so nach dem Motto: Es gibt nichts älteres als die Zeitung von gestern.

Was also hat Memopolitik in der Wirtschaft zu suchen, haben wir es doch auf den ersten Blick mit zwei völlig gegensätzlichen und schier unvereinbaren Prinzipien zu tun.

Beim zweiten Blick scheint die Sache jedoch komplizierter zu sein, so kompliziert, dass die Geschichte in

zwischen auch die Firma Ford wieder eingeholt hat – quasi durch die Hintertür. Offenbar haben die Nachfolger des ursprünglichen Protagonisten nichts (sic!) aus dem Markt gelernt, werden doch in Kürze Zehntausende von Arbeitern entlassen und sogar das traditionsreiche Werk Wixom, das einst den klassischen Lincoln Towncar baute, wird geschlossen.

Wenn das Gedächtnis nicht mehr vorhanden ist, kann man es kaum noch befragen.

Wieso bleibt nun aber der hundertjährige «Müll» des Vergangenen gleichwohl im kollektiven Gedächtnis der Nation und der Wirtschaftsgeschichte haften?

Henry Ford hat offenbar eine «historische» Leistung geschaffen – paradoxe Weise in ahistorischer Absicht, wenn wir sein Zitat etwas positivistisch auslegen.

Der amerikanische Traum hat u.a. dort in Detroit begonnen. Ford hat den Mittelstand geschaffen, und der gleiche Mittelstand ist heute wieder durch Ford in Gefahr, so läuft der Zyklus und ist also doch kein «Müll». Der «Müll» ist, wenn auch als bitterer Zahn der Zeit, sogar erinnerungswürdig.

Könnte eventuell sogar etwas daraus gelernt werden? Was bedeutet z.B. die Krise der Big Three (Ford, Chrysler, GM) für die amerikanische und internationale Wirtschafts- und Sozialgeschichte im Allgemeinen und die Geschichte der Autoindustrie im Besonderen? Fragen an eine wirtschaftsspezifische Memopolitik, sofern sie denn existiert.

Wenn das Gedächtnis nicht mehr vorhanden ist, kann man es jedoch kaum noch befragen.

Was bleibt also zu tun? Zunächst gilt es, auch in wirtschaftlichen Belangen, insbesondere das kollektive Gedächtnis zu bewahren (nicht ohne Berücksichtigung sowohl des individuellen als auch des sozialen und kulturellen Gedächtnisses); konkret gesehen: die Summe der firmeneigenen und institutionellen Überlieferung und Wissensbewahrung.

Es ist demnach zu fragen, ob und wie dies in der Schweiz gelingt, nicht zuletzt im Kontext des ungleichseitigen Dreiecks Wirtschaft – Staat – Wissenschaft.

Voraussetzung für weitere memopolitische Studien wäre indessen auch die Zugänglichkeit der entsprechenden Wirtschaftsarchive. Hier wurden neben positiven Beispielen inzwischen auch ein paar unverständliche Signale ausgesendet.

Im Falle der Affäre um die nachrichtenlosen Vermögen mit der damit verbundenen «Bewältigung» des Zweiten Weltkriegs von 1996 bis 2000 fällt das Urteil zwiespältig aus: «Verweigerte Erinnerung» – so lautet der Titel des gleichnamigen Buchs¹ und das Fazit seines Autors Thomas Maissen: «Ver-

¹ Maissen, Thomas: *Verweigerte Erinnerung. Nachrichtenlose Vermögen und Schweizer Weltkriegsdebatte 1989–2004*, Zürich 2005